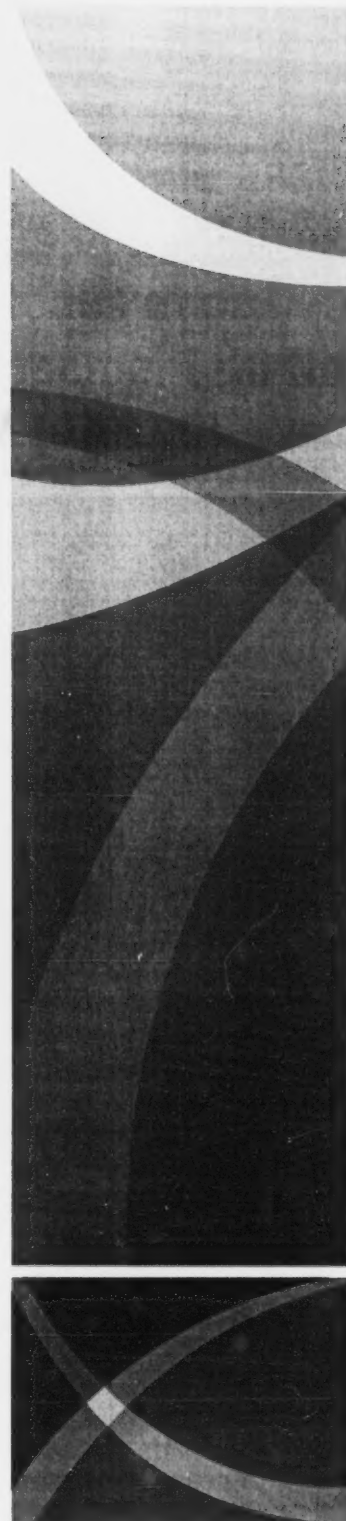
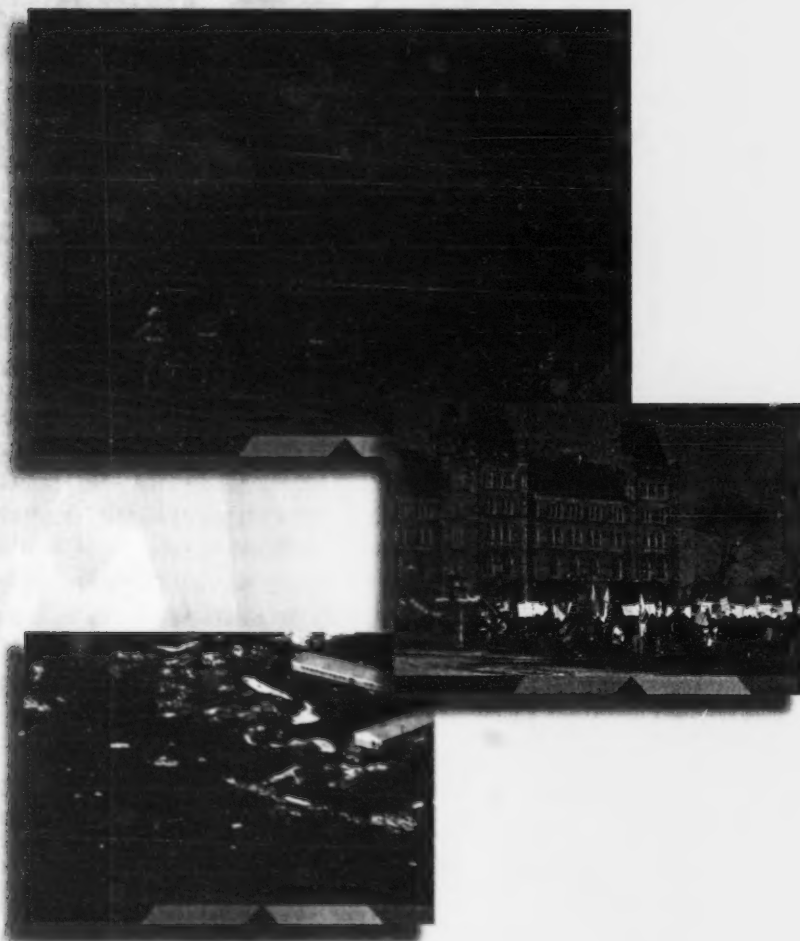




Affaires autochtones et  
Développement du Nord Canada

Aboriginal Affairs and  
Northern Development Canada

# **Plan national de gestion des urgences des Affaires autochtones et du Développement du Nord Canada (AADNC)**



Canada

Publié avec l'autorisation du  
ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien  
Ottawa, 2011

1-800-567-9604  
ATS seulement 1-866-553-0554

ISSN: 1927-0836

QS-2011-010-FF-A1

© Ministre des Travaux publics et des  
Services gouvernementaux Canada

This publication is also available in English under the title:  
Aboriginal Affairs and Northern Development Canada National Emergency Management Plan.

Le présent plan a été élaboré par le gouvernement du Canada en consultation avec les partenaires et les intervenants concernés. Conformément à la Politique sur la sécurité du gouvernement, le plan ne peut être distribué à moins d'obtenir l'autorisation expresse d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada. Le présent document est non classifié.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>GLOSSAIRE .....</b>	<b>3</b>
<b>SECTION 1 .....</b>	<b>5</b>
<b>1 INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
1.1 Objet .....	6
1.2 Compétences et exigences législatives .....	6
1.3 Envergure .....	6
1.4 Contexte .....	7
1.5 Objectifs .....	8
1.6 Contexte des risques d'AADNC .....	9
1.7 Mission .....	10
<b>SECTION 2 .....</b>	<b>11</b>
<b>2 RÔLES ET RESPONSABILITÉS .....</b>	<b>11</b>
2.1 Membres des collectivités .....	11
2.2 Collectivités des Premières nations .....	12
2.3 Provinces et territoires .....	12
2.4 AADNC .....	12
2.5 Organismes de soutien .....	13
2.6 Gouvernement du Canada .....	14
<b>SECTION 3 .....</b>	<b>15</b>
<b>3 CONCEPT D'OPÉRATION .....</b>	<b>15</b>
3.1 Structure de gouvernance de la gestion des urgences d'AADNC .....	15
3.1.1 Ministre .....	15
3.1.2 Sous-ministre .....	15
3.1.3 Comité ministériel des opérations .....	15
3.1.4 Sous-ministre adjoint principal, Opérations régionales .....	15
3.1.5 Directeur, Gestion des urgences et des enjeux .....	16
3.1.6 Directeur général, Communications .....	16
3.1.7 Directeurs généraux régionaux .....	16
3.1.8 Diagramme de la structure de gouvernance de la gestion des urgences d'AADNC .....	16
3.2 Structure de coordination de la gestion des urgences d'AADNC .....	17
3.2.1 Collectivités des Premières nations .....	18
3.2.2 Centres régionaux des opérations de gestion des urgences d'AADNC .....	18

3.2.3	Organisations provinciales et territoriales de gestion des urgences .....	18
3.2.4	Centre des opérations de l'administration centrale d'AADNC .....	18
3.2.5	Centre des opérations du gouvernement .....	18
3.2.6	Opérations .....	19
3.2.7	Planification .....	19
3.2.8	Logistique .....	19
3.2.9	Administration et finances .....	19
3.2.10	Communications .....	19
3.2.11	Agent de liaison .....	20
3.3	Tâches .....	20
3.3.1	Atténuation .....	20
3.3.2	Préparation .....	20
3.3.3	Intervention .....	20
3.3.3.1	Évacuation .....	21
3.3.4	Rétablissement .....	21
3.4	Mise en œuvre du plan .....	21
3.4.1	Niveaux d'intervention .....	22
3.4.2	Mécanismes de rapport .....	22
3.4.3	Rapport des leçons apprises et après action .....	23
3.4.4	Sensibilisation au programme .....	23
3.4.5	Formation et exercices .....	23
<b>SECTION 4</b>	.....	<b>25</b>
<b>4 GESTION FINANCIÈRE</b>	.....	<b>25</b>
4.1	Niveau d'autorité .....	25
4.1.1	Atténuation .....	25
4.1.2	Préparation .....	25
4.1.3	Intervention .....	25
4.1.4	Rétablissement .....	25
4.2	Frais admissibles et non admissibles .....	25
<b>SECTION 5</b>	.....	<b>26</b>
<b>5 MISE À JOUR DU PLAN</b>	.....	<b>26</b>

# GLOSSAIRE

Les définitions suivantes serviront à déterminer les rôles et les responsabilités d'AADNC en matière de gestion des urgences. Ces définitions sont tirées de la *Loi sur la gestion des urgences* (LGU) de 2007, du cadre de sécurité civile de Sécurité publique Canada, du Plan fédéral d'intervention d'urgence (PFIU) et du document *Gestion des crises et des situations d'urgence* du Centre canadien de gestion (CCG).

**Actifs :** Tout bien immobilier ou personnel, matériel ou immatériel, possédé par une société ou par un individu et auquel on peut attribuer une valeur pécuniaire. Les biens immatériels comprennent les fonds de commerce, les renseignements exclusifs et les propriétés connexes. Aux fins de ce plan, les personnes sont incluses dans les actifs.

**Agent de liaison :** L'agent de liaison fait le lien entre son ministère d'origine (représentant le GC) et les divers intervenants, partenaires et membres de la collectivité. Il transmet les connaissances de son ministère d'origine, notamment les rôles, les responsabilités, les mandats et les plans, en plus d'être responsable d'informer son ministère d'origine des développements connexes à une urgence.

**Aléa naturel :** Une menace des forces de la nature.

**Atténuation :** Mesures prises visant à réduire les conséquences d'une urgence ou d'une crise. Les activités d'atténuation visent à identifier et à anticiper les risques de crises ou d'urgences. Elles permettent d'identifier les points vulnérables et d'agir de façon proactive pour atténuer la situation.

**Catastrophe naturelle :** Événement cataclysmique causé par un phénomène naturel et entraînant d'énormes pertes, destructions ou dommages, comme les tornades, les ouragans, les tremblements de terre et les phénomènes connexes.

**Centre des opérations d'urgence :** Une installation désignée établie par une agence ou une autorité dans le but de coordonner l'intervention et le soutien d'ensemble ou juridictionnel de l'agence en cas d'urgence.

**Collectivité d'une Première nation :** Une bande indienne légale selon la *Loi sur les Indiens* située dans une réserve telle que définie par la *Loi sur les Indiens*, L.R., 1985, ch. I-5.

**Coordonner :** Établir une relation adéquate (entre des parties, des mouvements, etc.), faire fonctionner ensemble ou en bonne séquence.

**Enjeu :** Une situation portant atteinte, en quelque sorte, aux convenances, aux traditions ou aux valeurs, à la sécurité ou à la protection du public, ou encore à l'intégrité du gouvernement. Remarque : même si la distinction entre une urgence et un enjeu semble évidente, les deux sont étroitement liés, étant donné que le processus d'escalade d'un enjeu (p. ex., agitation sociale) pourrait, par définition, le transformer en urgence.

**Événement :** Quelque chose qui survient, incident remarquable. Dans un contexte de sécurité, il s'agira en général d'un incident de sécurité, d'une alerte, d'une urgence médicale, d'un désastre ou d'un épisode ou d'une expérience connexes.

**Intervention :** Mesures prises visant à gérer les conséquences d'une urgence ou d'une crise. L'intervention implique la mise en œuvre d'activités pour maîtriser la situation et en limiter les effets négatifs. Selon la nature de l'urgence, l'intervention exigera un niveau de coordination complexe des opérations et des communications. L'intervention comprend les activités destinées à régler les effets à court terme de l'urgence. Le processus d'intervention comprend l'intervention de l'agence, la coordination des ressources, la structure organisationnelle, les systèmes de protection et d'avertissement ainsi que les communications.

**Menace :** Tout événement ou geste potentiel délibéré ou accidentel, ou tout aléa naturel pouvant causer des dommages aux employés ou aux actifs, nuisant ainsi à la prestation des services.

**Ministère responsable :** Ministère fédéral mandaté légalement pour assumer la responsabilité d'un élément clé d'une urgence. Selon la nature de l'urgence, il pourrait y avoir plusieurs ministères principaux.

**Opérations de recherche et de récupération :** Les efforts pour retrouver un ou plusieurs individus lorsque les efforts de première intervention n'ont pas porté fruit.

**Organisation non gouvernementale (ONG) :** Un organisme sans but lucratif veillant aux intérêts de ses membres, d'individus ou d'institutions. Elle n'a pas été créée par le gouvernement, mais peut coopérer avec lui. Ces organisations visent un but public et non pas des avantages particuliers. Parmi les organisations non gouvernementales, on compte notamment les organismes de bienfaisance de nature religieuse et la Croix-Rouge canadienne.

**Préparation :** Mesures prises pour se préparer à intervenir efficacement lors d'une crise ou d'une urgence. Les activités de préparation comprennent la planification de tous risques pour l'intervention et le rétablissement pendant urgences, ainsi que la formation et la mise à l'essai des plans.

**Rétablissement :** Étapes et mesures prises après une urgence pour restaurer ou rétablir les conditions du milieu à un niveau acceptable, comme il existait avant l'urgence. Les mesures de rétablissement sont amorcées pendant le processus d'intervention. Le rétablissement permet également de réduire les vulnérabilités futures des collectivités et d'améliorer la planification d'événements futurs.

**Risque :** La combinaison des probabilités qu'un danger se produise et des conséquences de celui-ci. Le risque comprend la vulnérabilité, la proximité du danger ou

l'exposition à celui-ci, qui ont une incidence sur la probabilité qu'il y ait des répercussions négatives.

**Secteur privé :** Organisations extérieures à toute structure gouvernementale, notamment les organisations à but lucratif et non lucratif, les structures formelles et informelles, le commerce, l'industrie, les organisations privées d'intervention d'urgence et les organisations privées de bénévoles.

**Sensibilisation :** Le processus continu de collecte, d'analyse et de diffusion des renseignements, de l'information ou des connaissances permettant aux organisations et aux individus d'anticiper les exigences et de réagir avec efficacité.

**Système de commandement des interventions :** Le Système de commandement des interventions (SCI) établit les rôles et les responsabilités normalement assumées par le personnel d'AADNC, ainsi que les procédures opérationnelles à utiliser dans la gestion et dans la direction d'une intervention d'urgence.

**Tous risques :** L'expression « *tous risques* » est la norme en vertu de laquelle les urgences sont définies par la LGU. Elle comprend un vaste éventail de situations, notamment : les tornades, les tremblements de terre, les glissements de terrain, les avalanches, les inondations, les feux de forêt, les accidents industriels, les ouragans, les écrasements d'avion, les ondes de tempête, les fortes tempêtes, les tempêtes de verglas, les pandémies, les incidents cybernétiques, les incidents impliquant des produits chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires, les accidents de transport (les déversements pétroliers), les déraillements ferroviaires, les pannes de courant, les infestations de dendroctones du pin, les tsunamis et, selon le cas, les problèmes d'agitation sociale.

**Urgence :** Une situation présente ou imminente requérant des actions rapides et coordonnées touchant des personnes ou des biens, pour protéger la santé, la sécurité et le bien-être des personnes ou limiter les dommages aux biens ou au milieu.

# SECTION 1

## 1 • INTRODUCTION

Les situations d'urgence les plus susceptibles de toucher les Premières nations sont les inondations, les incendies, ou la défaillance d'infrastructures de la collectivité (p. ex., l'état des routes essentielles, les ponts, la source d'électricité, etc) à la suite d'une catastrophe naturelle ou d'un accident. Selon le Plan fédéral d'intervention d'urgence, le Plan national de gestion des urgences des Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC) adopte une approche tous risques face à la gestion des urgences. L'expression 'tous risques' comprend tous les risques qui accroissent l'envergure des urgences traditionnelles, comme la lutte contre les incendies et le contrôle des crues, pour englober un vaste éventail de situations et d'interventions, notamment les tremblements de terre, les incidents impliquant des produits chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires et, selon le cas, les problèmes d'agitation sociale.

Le Plan national de gestion des urgences d'AADNC décrit les rôles et les responsabilités du Ministère et de ses partenaires dans la gestion des urgences, ainsi que le concept d'opération des interventions et de la gestion des urgences dans les collectivités des Premières nations. Il n'y a que deux collectivités des Premières nations (selon la définition du présent plan) dans le Nord. Toutefois, AADNC assume un ensemble distinct de responsabilités dans les territoires, étant donné ses opérations de gestion des territoires, de l'eau et des ressources. Ainsi, tout en se consacrant



principalement aux opérations dans les réserves, ce plan national de gestion des urgences offre également une orientation et un modèle d'élaboration et de mise en œuvre pour les procédures et les pratiques d'urgence d'AADNC, dans d'autres secteurs de responsabilité d'AADNC dans les territoires.

La planification de la gestion des urgences d'AADNC tient compte de l'existence de divers accords de financement ou de diverses ententes entre AADNC et les provinces pour la prestation des services de gestion des urgences sur les terres de réserve. Ces accords veillent à ce que les collectivités et les membres des Premières nations aient accès à des services comparables d'aide d'urgence que ceux offerts aux collectivités non autochtones de leur province. Ils garantissent également à la province qu'AADNC financera les coûts admissibles de l'aide d'urgence dans les collectivités des Premières nations, de sorte que les interventions soient rapidement mises en œuvre, sans délai inutile.

## 1.1 • Objet

L'objet du Plan national de gestion des urgences d'AADNC est d'offrir un cadre national pour les rôles et les responsabilités relatifs à la gestion des urgences dans les collectivités des Premières nations du Canada, notamment les activités d'atténuation, de préparation, d'intervention et de redressement.

## 1.2 • Compétences et exigences législatives

Les provinces et les territoires sont responsables des activités de gestion des urgences dans leurs champs de compétences. Toutefois, l'article 91(24) de la *Loi constitutionnelle de 1867* octroie au gouvernement du Canada la compétence législative sur les « Indiens et les terres réservées pour les Indiens ». Cette autorité est déléguée au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien en vertu de la *Loi sur les Indiens* et de la *Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien* (L.R.C. 1985, c. I-6, art. 4).

En vertu de la *Loi sur la gestion des urgences* (LGU) de 2007, il incombe à chaque ministre fédéral d'identifier les risques dans son secteur de responsabilité ou les risques connexes, notamment les risques en matière d'infrastructures essentielles. Selon la LGU, les ministres doivent préparer, mettre à l'essai et mettre en

œuvre des plans de gestion des urgences relatifs à ces risques, de même que de tenir des exercices et d'assurer la formation à l'égard de ces plans.

La décision n° 330 du Conseil du Trésor relative au programme d'AADNC établit les conditions de gestion des « contributions pour l'aide à la gestion des urgences pour les activités dans les réserves ». La structure du programme reconnaît la compétence constitutionnelle des provinces et territoires en matière de gestion des urgences, ainsi que la compétence du gouvernement fédéral sur les Indiens et les terres réservées aux Indiens.

Ce Plan est harmonisé au Plan fédéral d'intervention d'urgence (PFIU). Il s'agit d'un document mis à jour périodiquement, qui évoluera dans le temps.

## 1.3 • Envergure

Ce Plan s'applique aux urgences potentiellement menaçantes pour la santé et la sécurité des collectivités des Premières nations. Il a été conçu afin de présenter le cadre nécessaire pour l'aide et le soutien aux régions, aux provinces et aux territoires, le cas échéant. Il ne vise pas à remplacer les procédures ou les plans provinciaux ou territoriaux existants, mais plutôt à les compléter dans une perspective fédérale.

« L'objet du Plan national de gestion des urgences d'AADNC est d'offrir un cadre national pour les rôles et les responsabilités relatifs à la gestion des urgences... »

« *Son objectif est l'harmonisation des politiques, des plans et des procédures d'AADNC à ceux des provinces ou territoires et d'autres ministères fédéraux...* »

La grande majorité des situations d'urgence relevant d'AADNC à titre de ministère responsable du gouvernement fédéral sont des situations d'urgence survenant dans les collectivités des Premières nations. Toutefois, dans le Nord, où il n'y a que deux collectivités des Premières nations (selon la définition du présent plan), AADNC supervise, coordonne ou participe également à la gestion des urgences lorsqu'elles surviennent sur des terres et des eaux publiques pouvant toucher les collectivités et l'environnement.

Ce plan ne vise aucunement à diminuer, modifier ou entraver la compétence, les rôles et responsabilités ou l'obligation de rendre compte d'une région, d'une province ou d'un territoire. Son objectif est l'harmonisation des politiques, des plans et des procédures d'AADNC à ceux des provinces ou territoires et d'autres ministères fédéraux, afin de contribuer à la coordination des interventions du gouvernement du Canada dans les urgences touchant les collectivités des Premières nations.

#### 1.4 • Contexte

La responsabilité principale en matière de gestion des urgences incombe aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Toutefois, en vertu de la LGU, il incombe à chaque ministre fédéral de prévoir les risques relevant de son domaine de responsabilité et d'élaborer les plans d'urgence à l'égard de ces risques. En ce qui concerne AADNC, le ministre d'AADNC s'est engagé à appuyer les collectivités des Premières nations vivant sur réserves quant aux quatre piliers de la gestion des urgences: soit les activités d'atténuation, de préparation, d'intervention et de rétablissement.

Le Plan national de gestion des urgences d'AADNC s'applique aux urgences potentiellement menaçantes pour la santé et la sécurité des collectivités et des membres des Premières nations, d'une envergure telle que la collectivité locale n'est pas en mesure de les gérer seule. Le plan a été conçu pour présenter le cadre nécessaire de l'aide et du soutien aux régions, provinces et territoires, le cas échéant. Il ne remplace aucun plan régional ou relatif à un événement particulier.

AADNC conclut des accords de collaboration avec les gouvernements provinciaux afin de veiller à ce que les collectivités des Premières nations aient accès à des services d'aide d'urgence comparables à ceux accessibles aux autres résidents de leur province. Par ces accords, AADNC finance les coûts admissibles relatifs à l'aide d'urgence offerte dans les collectivités des Premières nations par un gouvernement provincial ou territorial.

Dans le Nord, AADNC collabore avec les organisations territoriales de gestion des urgences et avec les autres ministères pour gérer les urgences pouvant toucher les collectivités, les terres, les eaux et le milieu en général.

Le Canada a adopté les quatre piliers de la gestion efficace des urgences, dont le Ministère tient compte dans tous les aspects de ses opérations de gestion des urgences. Ils sont décrits ci-dessous.

- **Atténuation** – Mesures prises visant à réduire les conséquences d'une urgence ou d'une crise. Les activités d'atténuation visent à

## *Le Plan national de gestion des urgences d'AADNC est harmonisé au Plan fédéral d'intervention d'urgence...*

identifier et à anticiper les crises et les urgences potentielles. Elles permettent d'identifier les points vulnérables et d'agir de façon proactive pour atténuer la situation.

- **Préparation** – Mesures prises pour se préparer à intervenir efficacement lors d'une crise ou d'une urgence. Les activités de préparation comprennent la planification de tous risques pour l'intervention et le rétablissement pendant urgences, ainsi que la formation et la mise à l'essai des plans.
- **Intervention** – Mesures prises visant à gérer les conséquences d'une urgence ou d'une crise. L'intervention implique la mise en œuvre d'activités pour maîtriser la situation et en limiter les effets négatifs. Selon la nature de l'urgence, l'intervention exigera un niveau de coordination complexe des opérations et des communications. L'intervention comprend les activités destinées à régler les effets à court terme de l'urgence. Le processus d'intervention comprend l'intervention de l'agence, la coordination des ressources, la structure organisationnelle, les systèmes de protection et d'avertissement ainsi que les communications.
- **Rétablissement** – Étapes et mesures prises après une urgence pour restaurer ou rétablir les conditions du milieu à un niveau acceptable, comme il existait avant l'urgence. Les mesures de rétablissement

sont amorcées pendant le processus d'intervention. Le rétablissement permet également de réduire les vulnérabilités futures des collectivités et d'améliorer la planification d'événements futurs.

Le Plan fédéral d'intervention d'urgence (PFIU) de Sécurité publique Canada identifie et décrit les mécanismes et les procédures à utiliser par le gouvernement du Canada pour la gestion des urgences. Le but du PFIU est de guider des interventions exhaustives et harmonisées, en collaboration avec les efforts d'intervention des collectivités des Premières nations, des provinces et territoires, des organisations non gouvernementales et du secteur privé, en cas d'urgence dans les réserves exigeant une approche intégrée du gouvernement du Canada. Le Plan national de gestion des urgences d'AADNC est harmonisé au Plan fédéral d'intervention d'urgence.

### 1.5 • Objectifs

Les objectifs du Plan national de gestion des urgences d'AADNC ont été conçus pour :

- protéger la santé et la sécurité des collectivités et des membres des Premières nations;
- respecter les obligations d'AADNC en vertu de la LGU;

- protéger la propriété et l'infrastructure, les terres des Premières nations, les actifs et l'environnement;
- atténuer les risques des situations d'urgence dans les collectivités des Premières Nations par des mesures proactives;
- assurer une approche nationale coordonnée de la gestion des urgences dans les collectivités des Premières nations;
- accroître la capacité des collectivités des Premières nations à gérer efficacement les situations d'urgence;
- réduire les pertes économiques et sociales des collectivités des Premières nations; et
- donner une orientation à la planification de la gestion des urgences et des opérations d'AADNC dans le Nord.

## 1.6 • Contexte des risques d'AADNC

Le contexte des risques d'AADNC comprend des aléas naturels ou causés par l'activité humaine pouvant avoir des incidences sur les terres indiennes, partout au Canada. Dans cette perspective, il correspond au contexte de risques du Canada, qui inclut notamment le spectre classique des aléas naturels et causés par l'activité humaine, comme les incendies de forêt et de milieux périurbains, les inondations, les déversements de produits dangereux, les accidents de transport, les tremblements de terre, les ouragans, les tornades, les épidémies ou les pandémies, les pannes de courant importantes, les incidents cybernétiques et le terrorisme.

Les collectivités des Premières nations sont dispersées dans tout le territoire canadien, dans des secteurs géologiques et climatiques diversifiés, ce qui les expose à un éventail d'aléas, selon leur emplacement. Plusieurs collectivités des Premières nations sont considérées comme des collectivités à risque,



« *Les collectivités des Premières nations sont dispersées dans tout le territoire canadien, dans des secteurs géologiques et climatiques diversifiés, ce qui les expose à un éventail d'aléas, selon leur emplacement.* »

pour diverses raisons, notamment leur isolement, de mauvaises conditions socioéconomiques, de faibles niveaux d'éducation et un manque de perspectives économiques. Qui plus est, de nombreuses collectivités sont à risque par rapport aux urgences et, plus particulièrement, par rapport à leur capacité de gérer efficacement les situations lorsqu'elles se présentent.

La gestion efficace du contexte de risques d'AADNC fait appel aux quatre piliers de la gestion des urgences : l'atténuation, la préparation, l'intervention et le rétablissement. Cela signifie que des plans sont en place aux paliers fédéral, provincial ou territorial et de la collectivité, afin d'assurer une approche coordonnée de la gestion des urgences dans les collectivités des Premières nations.



## 1.7 • Mission

Le Plan national de gestion des urgences d'AADNC aidera à atténuer ou à réduire l'incidence des situations d'urgence sur la santé et la sécurité des membres des Premières nations concernés et la protection des propriétés dans les réserves.

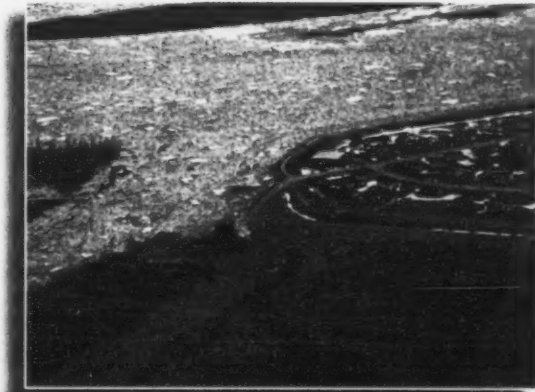
## SECTION 2

### 2 • RÔLES ET RESPONSABILITÉS

La meilleure protection en cas d'urgence est de savoir que faire. Il est donc important de veiller à ce que les rôles et les responsabilités de chaque intervenant soient clairement définis et bien compris de tous.

De par la tradition, la responsabilité de gérer les urgences repose d'abord sur l'individu. Au fur et à mesure que la capacité d'un individu à réagir à une urgence diminue, cette responsabilité est transférée aux niveaux successifs de gouvernement, alors que les ressources et l'expertise de chacun deviennent nécessaires. Cet état de choses reconnaît le fait que, dans une urgence, les gens veillent à leur propre sécurité dans la plus grande mesure du possible. Les individus cherchent ensuite de l'aide auprès des autorités locales, provinciales ou territoriales, au besoin. À leur tour, les gouvernements provinciaux et territoriaux demandent le soutien du gouvernement fédéral lorsque l'urgence dépasse leurs capacités. Cette section ne vise aucunement à diminuer, à modifier ou à entraver la compétence, les rôles et responsabilités ou l'obligation de rendre compte d'un gestionnaire de programme ou d'un centre de politiques. Son but est de veiller à ce que les groupes identifiés ci-dessous soient préparés à traiter l'urgence du mieux possible, avant qu'elle ne se produise.

Pendant l'activation d'une urgence, d'autres rôles et responsabilités pourraient être identifiés. Ils pourront être mis en vigueur afin d'atteindre et de maintenir les niveaux nécessaires de



disponibilité opérationnelle et d'intervention ou pour faciliter l'utilisation responsable et optimale des ressources. Le cas échéant, les gestionnaires individuels doivent prendre note de tous les changements, ajouts ou suppressions pertinents, de sorte à pouvoir les consigner dans les leçons apprises et de pouvoir modifier les plans en conséquence. Au sein d'AADNC, chaque région gardera pleine maîtrise et autorité opérationnelle, comme prévu dans les secteurs de responsabilités de chaque directeur général régional.

Les intervenants clés et leurs rôles et responsabilités établis dans le cadre de ce plan sont présentés ci-dessous.

#### 2.1 • Membres des collectivités

Les membres des collectivités doivent s'efforcer de protéger leur propriété personnelle des effets d'une situation d'urgence. Qui plus est, des directives nationales de préparation aux urgences suggèrent que les individus soient

« La meilleure protection en cas d'urgence  
est de savoir que faire. »

prêts à veiller sur eux-mêmes et sur leur famille, pendant une période minimale de 72 heures dans une urgence, s'ils peuvent rester à la maison. En cas de feu, inondation, tremblement de terre ou panne de courant dans une collectivité des Premières nations, ses membres doivent être prêts à combler leurs besoins pendant 72 heures, même si la nécessité d'évacuer les lieux a été établie.

## **2.2 • Collectivités des Premières nations**

Les collectivités des Premières nations ont la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre des plans de gestion des urgences, étant donné qu'une gestion des urgences efficace commence à l'échelle locale. Les collectivités qui ne l'ont pas encore fait sont encouragées à commencer la planification et l'élaboration de leur propre plan de gestion des urgences. Les activités de gestion des urgences à l'échelle de la collectivité comprennent :

- procéder à une évaluation des dangers, du risque et de la vulnérabilité de leur collectivité;
- veiller à la création d'un plan de gestion des urgences efficace, maintenir le plan, conduire des exercices relatifs au plan et modifier le plan annuellement;
- donner une formation publique sur la gestion des urgences, offrir des programmes de sensibilisation et d'éducation; et
- offrir une direction et une orientation en situation d'urgence.

## **2.3 • Provinces et territoires**

La gestion des urgences relève des gouvernements provinciaux et territoriaux. Toutefois, le ministre d'AADNC s'est engagé à appuyer les collectivités des Premières nations en ce qui a trait à la gestion des urgences. À ce titre, par des ententes négociées avec AADNC, les provinces peuvent intervenir en cas d'urgence sur les réserves, en appui aux objectifs énoncés, en contrepartie du remboursement des frais admissibles.

Les pratiques et procédures provinciales de gestion des urgences varient d'une région à une autre. Il importe d'offrir à toutes les Premières nations des services de gestion des urgences comparables à ceux offerts aux collectivités non autochtones à proximité immédiate. Par conséquent, pour éviter toute confusion ou tout problème en cas d'urgence, des ententes formelles de gestion des urgences doivent être négociés par les bureaux régionaux d'AADNC. Ces accords doivent faire l'objet d'un examen et être modifiés selon un calendrier établi, en consultation avec le Secteur des opérations régionales de l'administration centrale d'AADNC.

## **2.4 • AADNC**

Les bureaux régionaux d'AADNC sont responsables de l'élaboration, des exercices, de la mise en œuvre et de la mise à jour des plans régionaux de gestion des urgences. Ils sont également responsables de la négociation d'ententes avec leur gouvernement provincial respectif pour la prestation des services de gestion des urgences dans les collectivités des Premières nations. Ces ententes veillent à ce que les collectivités des

Premières nations aient accès à des services d'aide d'urgence comparables à ceux offerts aux collectivités qui ne sont pas des Premières nations de leur province. Dans le cadre de sa compétence sur le programme d'aide à la gestion des urgences, AADNC doit couvrir les coûts relatifs à l'aide d'urgence offerte aux collectivités des Premières nations. Dans la plupart des cas, le Ministère assume 100 % du coût admissible des activités d'aide d'urgence ayant lieu exclusivement dans les collectivités des Premières nations. Si les activités traitent de situations non restreintes aux collectivités des Premières nations (p. ex., des incendies de forêt), le Ministère assume la responsabilité d'une portion des frais, calculée au prorata.

L'administration centrale et les bureaux régionaux d'AADNC doivent collaborer étroitement pour s'assurer de transmettre efficacement l'information en cas d'urgence. Les bureaux régionaux doivent déclarer toutes les urgences au Centre des opérations de la Direction de la gestion des urgences et des enjeux (DGUE) de l'administration centrale d'AADNC. La DGUE doit veiller à ce que la haute direction soit informée des urgences menaçant les collectivités des Premières nations, par la préparation de divers rapports de bilan, de l'information en rafale et des résumés, au fur et à mesure que la situation se développe. La DGUE est également responsable de l'élaboration, des exercices, de la mise en œuvre et de la mise à jour du Plan national de gestion des urgences d'AADNC.

En outre, le Ministère s'est engagé à procéder aux opérations de recherche et de récupération pour des motifs de compassion. Lorsque les opérations de recherche et sauvetage cessent sans que

l'individu ou les individus n'aient été localisés, le Ministère peut fournir du financement afin d'étendre les opérations de recherche et de récupération.

## 2.5 • Organismes de soutien

À la demande des collectivités des Premières nations, de la province responsable ou d'AADNC, les organisations non gouvernementales (c.-à-d. la Croix-Rouge) ou d'autres ministères ou agences gouvernementales et les organisations autochtones peuvent soutenir la gestion d'une urgence.

Les bureaux régionaux doivent identifier et communiquer avec les organisations non gouvernementales situées dans leur secteur de responsabilité afin de déterminer l'aide qu'elles peuvent offrir aux Premières nations en cas d'urgence. Une fois identifiées, ces organisations non gouvernementales doivent être regroupées et documentées, avec leurs coordonnées, dans les plans régionaux de gestion des urgences à des fins pratiques et de référence. Les discussions bilatérales et le maintien d'un contact sur une base préétablie constituent de bonnes pratiques pour établir et maintenir un partenariat avec ces groupes.

D'autres agences gouvernementales, comme les municipalités voisines, peuvent offrir des services de soutien, comme des services de sécurité, des services de base et des abris pour une Première nation évacuée, ou encore de l'équipement de préparation et d'intervention en cas d'urgence. Les organisations autochtones, comme les conseils tribaux, peuvent contribuer à l'élaboration des plans de gestion des urgences d'une Première nation,

si on le leur demande. AADNC pourrait également leur demander de commenter les plans de gestion des urgences et de le conseiller en la matière.

## **2.6 • Gouvernement du Canada**

Par son Plan fédéral d'intervention d'urgence, le gouvernement du Canada offre une intervention exhaustive et harmonisée, conjointe aux efforts d'intervention des provinces et territoires, des organisations non gouvernementales et du secteur privé, dans les situations d'urgence qui nécessitent une approche intégrée du gouvernement du Canada.

Sécurité publique Canada est le ministère fédéral responsable de la promotion et de la coordination de la préparation des plans ministériels de gestion des urgences, ainsi que de la coordination de l'intervention gouvernementale en cas d'urgence, par le centre des opérations du gouvernement (COG). AADNC pourrait devoir fournir des employés du Ministère au COG, afin de favoriser la coordination de l'intervention ministérielle, si une urgence représente une menace importante ou si son envergure touche une collectivité d'une Première nation.

## SECTION 3

### 3 • CONCEPT D'OPÉRATION

En cas d'urgence, AADNC conduira toutes les opérations conformément à un cadre du Système de commandement des interventions (SCI). Ce système définit et met clairement en place les rôles, responsabilités, lignes de communication et procédures d'opération devant être pris par les membres du personnel lors de la gestion d'une situation d'urgence.

#### 3.1 • Structure de gouvernance de la gestion des urgences d'AADNC

La structure de gouvernance d'AADNC correspond à la structure du gouvernement du Canada précisée dans le Plan fédéral d'intervention d'urgence, et prévoit la participation des structures de gouvernance existantes dans la plus grande mesure du possible dans les interventions d'urgence. La structure de gouvernance fédérale, parallèle aux structures de la plupart des gouvernements provinciaux et territoriaux, comprend le Comité des opérations du Cabinet, le Comité des sous-ministres (SM) sur la sécurité nationale et le Comité des sous-ministres adjoints (SMA) sur la gestion des urgences.

##### 3.1.1 Ministre

Le ministre d'AADNC est le ministre responsable de la gestion de l'atténuation, de la préparation, de l'intervention et du rétablissement en cas d'urgence, sur toutes les terres indiennes au Canada. Au besoin, un comité spécial présidé par le ministre d'AADNC peut être mis sur pied. Ses membres seront Sécurité publique Canada, Transports Canada, Pêches et Océans Canada, le Bureau du Conseil privé, le ministère de la Défense nationale, Environnement Canada, l'Agence de la santé publique du Canada et Santé Canada.

##### 3.1.2 Sous-ministre

Le sous-ministre d'AADNC siège au Comité des sous-ministres sur la sécurité nationale, présidé par le conseiller en matière de sécurité nationale auprès du Premier ministre et vice-présidé par le sous-ministre de Sécurité publique Canada. Ce comité agira à titre de comité responsable en cas d'urgence touchant une collectivité des Premières nations exigeant une intervention intégrée du gouvernement du Canada.

##### 3.1.3 Comité ministériel des opérations

Le Comité ministériel des opérations (CMO) d'AADNC est présidé par le sous-ministre et/ou le sous-ministre délégué et comprend tous les sous-ministres adjoints d'AADNC, tous les directeurs généraux régionaux, les directeurs généraux des Communications et des Ressources humaines, le chef des Finances, le dirigeant principal de l'information, le chef de la Vérification et des évaluations, le directeur général du Secrétariat des relations avec les Inuit, le chef des Services juridiques et le secrétaire général. Le directeur de la mise en œuvre et des opérations du Secteur des opérations régionales est le secrétaire du comité. Le CMO possède le pouvoir d'examen et d'orientation des questions de gestion des urgences exigeant l'attention du sous-ministre, notamment l'allocation de fonds à la gestion des urgences qui pourrait avoir une incidence sur les budgets d'autres programmes.

##### 3.1.4 Sous-ministre adjoint principal, Opérations régionales

Le sous-ministre adjoint principal (SMAP) des opérations régionales de l'administration centrale d'AADNC est membre du Comité des sous-ministres adjoints sur la gestion des urgences, coprésidé par le sous-ministre adjoint délégué du Secteur de la gestion des mesures d'urgence et de la sécurité nationale du ministère de la Sécurité

publique du Canada et le commandant de Commandement Canada. Ce comité se réunit à la demande d'un coprésident, selon des informations provenant du Comité des sous-ministres sur la sécurité nationale ou du SMAP des opérations régionales d'AADNC, pendant une urgence touchant une collectivité des Premières nations et exigeant une intervention intégrée du gouvernement du Canada.

### 3.1.5 Directeur, Gestion urgences et des enjeux

Le directeur de la gestion des urgences et des enjeux du Secteur des opérations régionales est responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et de la mise à jour du Plan national de gestion des urgences d'AADNC.

### 3.1.6 Directeur général, Communications

Le directeur général de la direction générale des communications d'AADNC est responsable de la coordination des activités de communications publiques d'urgence d'AADNC, entre les ministères fédéraux, et avec les partenaires

provinciaux ou territoriaux et partenaires des Premières nations et les organisations non gouvernementales, le cas échéant. La Direction générale des communications offre un soutien et des conseils sur les communications publiques stratégiques à l'égard des questions relatives au public et aux médias dans les urgences concernant les Premières nations.

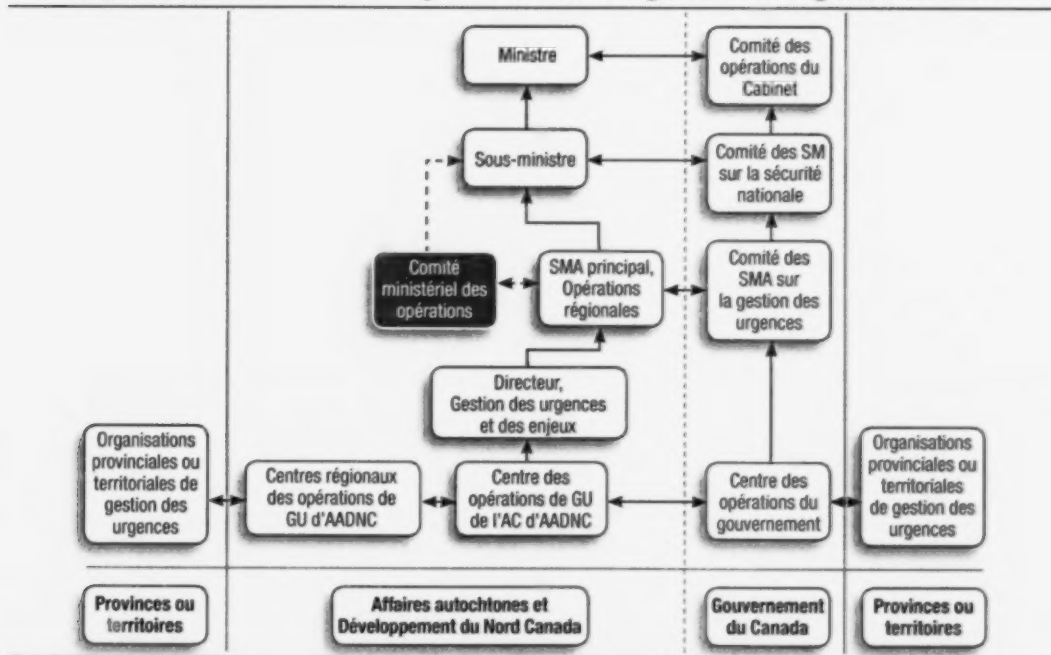
### 3.1.7 Directeurs généraux régionaux

Les directeurs généraux régionaux (DGR) sont responsables de l'efficacité de la mise en œuvre d'ensemble et efficace du secteur d'activité de la gestion des urgences de leur région respective.

### 3.1.8 Diagramme de la structure de gouvernance de la gestion des urgences d'AADNC

La structure de gouvernance suivante illustre les relations interfonctionnelles au sein d'AADNC et entre le gouvernement du Canada, AADNC et les organisations provinciales et territoriales de gestion des urgences pendant une urgence.

**Diagramme de la structure de gouvernance de la gestion des urgences d'AADNC**

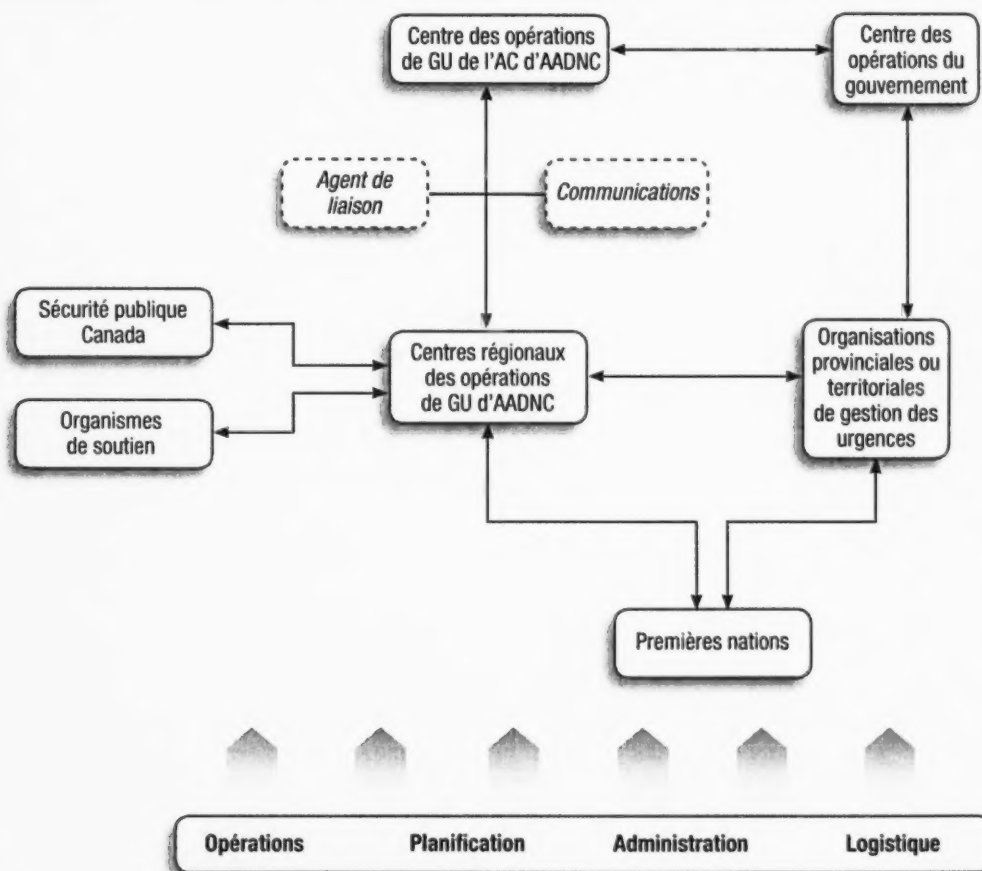


### 3.2 • Structure de coordination de la gestion des urgences d'AADNC

La structure de coordination de la gestion des urgences d'AADNC définit clairement la hiérarchie opérationnelle entre l'administration centrale (AC) d'AADNC et ses bureaux régionaux, les bureaux provinciaux et régionaux de gestion des urgences et le centre des opérations du gouvernement (administré et exploité par

Sécurité publique Canada). L'AC et les bureaux régionaux d'AADNC doivent collaborer étroitement pour s'assurer de transmettre efficacement l'information concernant les urgences et les crises pouvant donner lieu à une urgence. Selon les besoins opérationnels, l'AC et les bureaux régionaux d'AADNC pourront déployer une structure de commandement plus robuste reposant sur le modèle du système de commandement des interventions.

**Diagramme de la structure de coordination de la gestion des urgences d'AADNC**



### 3.2.1 Collectivités des Premières nations

Les collectivités des Premières nations devraient idéalement posséder une structure qui s'aligne avec les pratiques fédérales ou provinciales de gestion d'urgence pour gérer les urgences localisées. Elles devraient également informer AADNC de toutes activités ou événements d'urgence dans leur collectivité.

### 3.2.2 Centres régionaux des opérations de gestion des urgences d'AADNC

Les centres régionaux des opérations d'AADNC devraient idéalement produire une image miroir de l'organisation de l'AC mais à une plus petite échelle en lien avec le personnel plus restreint. Ils doivent aussi informer le centre des opérations de l'AC d'AADNC de toute activité ou situation d'urgence dans la région. Ils doivent également veiller à établir et à maintenir des liens hiérarchiques avec :

- les collectivités des Premières nations;
- les organisations provinciales et territoriales de gestion des urgences, parfois intégrées au ministère provincial ou territorial de sécurité publique;
- Sécurité publique Canada;
- les organisations non gouvernementales;
- les représentants du secteur privé;
- les organisations autochtones;
- les organisations de bénévoles; et
- les gouvernements locaux (municipalités).

### 3.2.3 Organisations provinciales et territoriales de gestion des urgences

Les organisations de gestion des urgences (OGU) sont des organisations provinciales ou territoria-



les responsables des programmes de gestion des urgences. Certaines de ces OGU ont des ententes négociées avec AADNC pour la prestation de services d'intervention auprès des collectivités des Premières nations.

### 3.2.4 Centre des opérations de gestion des urgences de l'administration centrale d'AADNC

Le centre des opérations de l'AC d'AADNC est responsable de la surveillance des activités de gestion des urgences touchant les collectivités des Premières nations, d'une perspective nationale, et de répondre aux requêtes des hauts fonctionnaires du Ministère, incluant ceux du bureau du ministre et du sous-ministre (SM). Le centre des opérations de l'AC d'AADNC est également responsable de la coordination des activités avec les centres régionaux des opérations de gestion des urgences d'AADNC.

### 3.2.5 Centre des opérations du gouvernement

Le centre des opérations du gouvernement (COG) est hébergé au sein de Sécurité publique Canada au nom du gouvernement du Canada. Il s'agit du lieu principal où les experts et les agents de liaison exécutent les fonctions principales du Système fédéral de gestion des interventions d'urgence (SFGIU). Le centre des

opérations de l'administration centrale d'AADNC assure la liaison avec le COG afin d'offrir une intervention intégrée du gouvernement du Canada dans les situations d'urgence dans les collectivités des Premières nations.

### **3.2.6 Opérations**

Pendant les activités quotidiennes, le personnel des opérations est responsable de la surveillance, de la validation et de faire rapport par des avis, des sommaires hebdomadaires ou de fin de semaine, des rapports sur les feux ou les inondations à la haute gestion d'AADNC, le centre des opérations du gouvernement, les forces de l'ordre et toute autre organisation au sujet de toute urgence qui touche les collectivités des Premières nations. Lorsqu'une urgence touche une collectivité des Premières nations, le personnel des opérations est le point de liaison principal. Si une urgence prend de l'ampleur, le personnel des opérations peut activer le centre des opérations d'urgence d'AADNC ce qui permet d'élargir les efforts d'intervention jusqu'à un service 24/7 le cas échéant. Les coordonnateurs régionaux de la gestion des urgences font également partie du personnel des opérations et sont responsables d'assurer la coordination et la liaison entre les Premières nations et les organisations locales de gestion des urgences qui fournissent les services d'urgences (c.à.d. évacuation, lutte contre les incendies, etc.).

### **3.2.7 Planification**

Les membres du personnel responsables de la planification doivent veiller à l'élaboration, à la mise à jour et à la promotion des plans de gestion des urgences. Il leur incombe également d'établir des politiques et des procédures relatives à la gestion des urgences à AADNC. Qui plus est, le personnel responsable de la planification étudie les besoins actuels et futurs en matière de gestion des urgences, notamment d'autres initiatives nationales

pouvant avoir des incidences sur le programme de gestion des urgences du Ministère.

Ceci comprend également l'évaluation des risques afin de déterminer l'incidence d'une urgence et son niveau de risque.

### **3.2.8 Logistique**

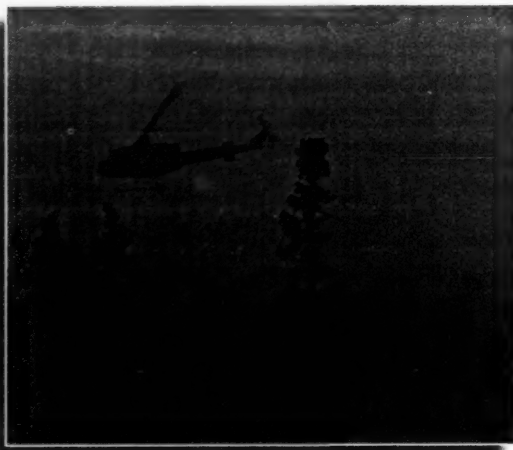
Les membres du personnel responsables de la logistique coordonneront les ressources humaines et matérielles (c.-à-d. les installations, l'équipement, le carburant, l'eau, la nourriture, etc.) nécessaires pour fournir une « capacité d'appoint » en situation d'urgence. Les employés responsables de la logistique jouent un rôle essentiel dans le soutien des opérations et doivent participer aux rencontres de bilan, afin de bien consigner toutes les leçons apprises.

### **3.2.9 Administration et finances**

Les membres du personnel responsables de l'administration et des finances fournissent les allocations de financement, surveillent et documentent tous les coûts et frais financiers connexes, établissent les coûts prévisionnels de l'urgence, gèrent les contrats et les ressources humaines et matérielles, embauchent les experts au besoin et, enfin, fournissent des analyses de coûts et des solutions de rechange aux hauts fonctionnaires du Ministère, pendant l'urgence ou après l'urgence. Ils jouent un rôle essentiel dans le soutien des opérations et doivent participer aux rencontres de bilan, afin de bien consigner toutes les leçons apprises.

### **3.2.10 Communications**

Les employés du service des communications font partie des opérations d'urgence et jouent un rôle essentiel dans la gestion des communications externes, en veillant à ce que les médias soient informés et à jour. Idéalement, ils auront reçu une formation ou posséderont des connaissances sur la structure du SCI, étant donné qu'ils doivent travailler de près avec les opérations. Qui plus est, les employés



du service des communications jouent un rôle essentiel dans le soutien des opérations et doivent participer aux rencontres de bilan, afin de bien consigner toutes les leçons apprises.

### **3.2.11 Agent de liaison**

Les agents de liaison font le lien entre les divers centres des opérations. Par exemple, ils représentent le lien entre le centre des opérations du gouvernement (COG) et AADNC. Ils représentent également le lien entre AADNC et les divers intervenants, partenaires et membres de la collectivité. Les agents de liaison transmettent les connaissances d'AADNC, notamment les rôles, les responsabilités, les mandats et les plans, et sont également responsables de relayer l'information portant sur les développements relatifs à une urgence vers les centres régionaux des opérations de gestion d'urgence et le centre des opérations de gestion d'urgence de l'AC.

## **3.3 • Tâches**

Les activités ministérielles de gestion des urgences sont organisées et menées conformément aux quatre piliers de la gestion efficace des urgences :

- atténuation;
- préparation;
- intervention; et
- rétablissement.

### **3.3.1 Atténuation**

Chaque bureau régional est responsable de travailler avec les collectivités des Premières nations et les organismes de gestion des urgences afin d'évaluer la menace et les risques associés à des urgences potentielles futures, et de prendre les mesures pour atténuer les urgences potentielles (c.-à-d. les digues en cas d'inondation, la construction fondée sur le risque des projets d'immobilisations dans des zones hors de danger et des fossés de pied en cas d'inondation).

### **3.3.2 Préparation**

Les bureaux régionaux et l'administration centrale seront responsables des activités découlant de la phase de préparation de la planification des urgences, y compris la formation continue, les exercices et, dans les bureaux régionaux, l'appui au développement et à la mise à jour des plans de gestion des urgences des Premières nations.

Un autre aspect important de la phase de préparation est la collecte et la consignation d'informations. AADNC compilera des données statistiques relativement aux Premières nations qui sont concernées par les urgences, les causes et l'importance de l'urgence ainsi que d'autres données qui aideront à la préparation dans les années à venir.

### **3.3.3 Intervention**

L'intervention comprend les mesures prises pendant ou immédiatement après une urgence afin de gérer ses conséquences de manière à

minimiser la souffrance et les pertes en découlant. Les activités d'intervention comprennent la communication au public, les opérations de recherche et sauvetage, les soins médicaux d'urgence et l'évacuation médicale.

La déclaration d'une urgence au sein d'une collectivité des Premières nations implique une intervention commune entre la Première nation, la province ou le territoire et AADNC. Chacun de ces intervenants a un rôle à jouer.

Il incombe aux opérations de la gestion des urgences de la collectivité locale et de la province pertinent d'identifier la situation d'urgence et de mettre en œuvre une intervention. Au besoin, AADNC fournira le soutien à la logistique à la suite d'une demande provenant de la province en cas d'urgence. Cette fonction servira à établir un lien vers les autres ministères et différents fournisseurs afin que les ressources soient acheminées vers la zone dangereuse.

### **3.3.3.1 Évacuation**

Dans le cadre d'une intervention commune, la décision d'évacuer une collectivité des Premières nations doit être basée sur un des facteurs suivants :

- L'accord général du Chef et du Conseil de la Première nation, d'AADNC et de l'OGU provinciale correspondante; ou
- Un événement présent ou imminent qui nécessite une coordination rapide de gestes pour assurer la protection de la santé, de la sécurité et du bien-être des gens afin que les coûts de l'évacuation soient admissibles comme dépenses remboursées par AADNC.

### **3.3.4 Rétablissement**

Le rétablissement concerne la réparation et le rétablissement des conditions à un niveau acceptable via des mesures prises à la suite de

l'urgence. Parmi les activités de rétablissement, notons : le retour des personnes évacuées, le counseling traumatologique, la reconstruction, les études d'impact économique et l'aide financière relativement aux frais admissibles.

Le retour d'une collectivité à un état normal, qui prévalait avant l'urgence, est une priorité. Parmi les sources de financement possibles, notons : les assurances individuelles, des Premières nations ou des entreprises; les frais admissibles selon les directives de l'Aide financière en cas de catastrophe aux taux provinciaux ou territoriaux en vertu : a) des programmes de rétablissement provinciaux ou territoriaux en cas de catastrophe relative à un désastre important; ou b) les frais admissibles en vertu de l'aide à la gestion des urgences d'AADNC pour les urgences localisées.

Le financement relatif au soutien en cas d'urgence sera prévu conformément aux ententes et politiques ministériels. Il importe de traiter également et uniformément toutes les Premières nations, à l'échelle nationale, en ce qui a trait au remboursement des coûts associés à la gestion des urgences. Les frais seront consignés et identifiés annuellement par les bureaux régionaux et l'administration centrale d'AADNC.

## **3.4 • Mise en œuvre du plan**

Le plan national de gestion des urgences d'AADNC est dans un état d'activation constante en ce qui a trait aux activités de routine quotidiennes relatives à la gestion des urgences. L'activation des plans de gestion des urgences en cas d'urgence sera normalement décidée au niveau local ou régional, pour ensuite se hisser au niveau national, au besoin, selon le déroulement de la situation. Pendant les heures de travail normales ou par l'affectation d'agents de service en dehors des heures de travail normales, tous les efforts doivent être mis en œuvre pour veiller à

maintenir informé le centre des opérations, par des procédures de rapport régulier.

Un Guide des hauts fonctionnaires destiné à appuyer les hauts fonctionnaires du Ministère dans leurs rôles et leurs responsabilités, avant, pendant et après une urgence, a été développé. Il comprend les procédures opérationnelles à suivre par les hauts fonctionnaires du Ministère dans le cadre du système de commandement des interventions d'AADNC.

### **3.4.1 Niveaux d'intervention**

Selon la nature de l'urgence et le niveau de coordination fédérale, provinciale ou territoriale nécessaire pendant une urgence, le directeur de la gestion des urgences et des enjeux de l'AC d'AADNC, en consultation avec divers intervenants, peut transférer une intervention au niveau supérieur ou inférieur, au besoin.

#### **Niveau 1**

Le niveau 1 correspond aux mesures courantes (au quotidien) de la Direction de la gestion des urgences et des enjeux au sein du Secteur des opérations régionales de l'AC d'AADNC, ainsi que des programmes régionaux de gestion des urgences. Ce niveau consiste à coordonner les interventions en cas d'urgences mineures. Il n'exige pas l'augmentation du centre des opérations de l'AC ou d'un centre régional des opérations de GU.

#### **Niveau 2**

Le niveau 2 représente l'augmentation partielle du centre des opérations de l'AC d'AADNC et des centres régionaux des opérations pertinents. À ce niveau, le centre des opérations du gouvernement (COG) pourrait également augmenter partiellement son personnel. Ce niveau consiste en une augmentation, par l'ajout d'employés clés, de l'AC et des bureaux régionaux, le cas échéant, et à assurer la liaison entre les divers paliers de gouvernement intervenant dans l'urgence.

#### **Niveau 3**

Le niveau 3 représente l'augmentation importante du centre des opérations de GU de l'AC d'AADNC (incluant le COG) et des centres régionaux des opérations pertinents. À ce niveau, des employés clés sont ajoutés en détachement aux centres des opérations d'AADNC et participent entièrement à l'intervention.

### **3.4.2 Mécanismes de rapport**

Les employés de la gestion des urgences de l'administration centrale surveilleront les événements et les activités avec les coordonnateurs régionaux de la gestion des urgences afin de recueillir assez d'information pour maintenir les dossiers pertinents et pour fournir des statistiques périodiques à la direction générale et aux bureaux régionaux. L'information recueillie servira à élaborer non seulement l'historique du programme de gestion des services d'urgence, mais également les plans futurs. Les bureaux régionaux doivent également compiler et maintenir la liste des événements et des activités, notamment les coûts, à acheminer trimestriellement à l'AC.

Pendant les heures de bureau normales, les rapports de situation et d'incident sont acheminés par les mécanismes de rapport habituels. À la déclaration de l'état d'urgence, les représentants clés de la gestion des urgences du Ministère, ainsi que tous les autres employés concernés du Ministère devront préparer une série de rapports pour l'administration normale de l'urgence.

Les types de rapport à générer sont les suivants :

- rapports de situation;
- rapports d'incident;
- rapports sommaires; et
- autres, au besoin.

Il importe de noter que le format de ces rapports doit être identique, qu'ils s'adressent à l'AC aux bureaux régionaux. La création de tout nouveau rapport opérationnel doit être discutée entre la région concernée et l'AC afin de veiller à l'uniformité des liens hiérarchiques et des mécanismes de rapport employés pour informer les cadres supérieurs du Ministère.

Une liste détaillant les coordonnées des personnes-ressources de la gestion des urgences a été établie et est mise à jour régulièrement afin qu'elle soit toujours à jour, particulièrement les coordonnées du personnel de service de la gestion des urgences, et aussi les coordonnées pour joindre le personnel pendant les heures de travail normales et en dehors de ces heures.

#### **3.4.3 Rapport des leçons apprises et après action**

Le Ministère et les intervenants doivent miser sur diverses expériences et réussites, de même que sur divers échecs, les leurs et ceux des autres, afin de constamment améliorer les politiques, plans, procédures, processus et opérations. Une fois une situation ou un événement terminés, une bonne pratique consiste à réunir le plus tôt possible les employés et les intervenants clés, afin de procéder à un examen postopératoire formel, dont le but est d'identifier les éléments à amélioration et les principales leçons apprises. Le rapport des leçons apprises et après action constitue une portion importante d'un plan de gestion des urgences : il s'intègre à des processus améliorés de gestion des risques et permet aux employés de comprendre ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné.

Le rapport des leçons apprises et après action n'est pas une vérification; il s'agit d'un outil d'apprentissage. Il doit être partagé à l'échelle

nationale, de manière constructive, afin d'accroître les capacités de gestion des urgences du Ministère. Le rapport doit comprendre un résumé de l'événement, les observations principales, une confirmation des politiques et procédures efficaces ainsi que des recommandations concrètes de changement.

Une ébauche du rapport des leçons apprises et après action doit être rempli au plus tard 30 jours civils après la fin de l'urgence ou des opérations. Si la région ne peut respecter cette échéance, le DG régional doit informer le directeur de la gestion des urgences et des enjeux du délai, par écrit, en précisant la date à laquelle le bureau régional prévoit être en mesure de remettre le rapport.

#### **3.4.4 Sensibilisation au programme**

La sensibilisation au programme relative au plan de gestion des urgences doit faire l'objet d'une promotion et d'un partage au sein du Ministère, particulièrement à l'égard des personnes participant directement ou indirectement dans un volet quelconque des services et des activités de gestion des urgences.

#### **3.4.5 Formation et exercices**

La formation et les exercices font partie intégrante d'un plan de gestion des urgences, obligatoires en vertu de la LGU. Tous les membres du personnel participant à la gestion des urgences devraient avoir reçu une formation de base sur la gestion des urgences d'une institution d'enseignement reconnue au Canada. À ce titre, les unités de gestion des urgences des bureaux régionaux et la Direction de la gestion des urgences et des enjeux de l'AC doivent étudier les besoins de formation des employés d'AADNC qui administrent et gèrent le programme de gestion des urgences. Ils doivent étudier l'état actuel de la formation et examiner les besoins futurs, comme

le besoin de conduire des exercices à l'échelle nationale ou régionale, notamment des exercices sur table. Cela permet d'établir une liaison avec les représentants ministériels et interministériels appropriés de la gestion des urgences, dans le but d'étudier la nécessité de conduire des exercices gouvernementaux de gestion des urgences.

L'élaboration de la formation et des scénarios d'exercice doit être une pratique courante pour assurer l'administration efficace des fonctions de gestion des urgences au sein du Ministère. L'on reconnaît que la formation et les exercices sont des éléments fondamentaux de ce plan et qu'ils doivent être inscrits à un calendrier national de formation et d'exercices.



« *La formation et les exercices font partie  
intégrante d'un plan de gestion des urgences...* »

## SECTION 4

### 4 • GESTION FINANCIÈRE

#### 4.1 • Niveau d'autorité

Le financement de la gestion des urgences se divise en quatre phases : l'atténuation, la préparation, l'intervention et le rétablissement. La responsabilité du financement de la gestion des urgences incombe aux bureaux régionaux d'AADNC, par le processus d'allocation budgétaire fiscal et sera conforme aux ententes et aux politiques ministérielles en la matière. Les gestionnaires sont autorisés à approuver les dépenses conformément aux niveaux d'autorité financière d'AADNC.

##### 4.1.1 Atténuation

Chaque bureau régional est responsable de l'évaluation de la menace et des risques associés aux urgences potentielles, et de prendre les mesures, dans le cadre de son budget annuel, pour les atténuer.

##### 4.1.2 Préparation

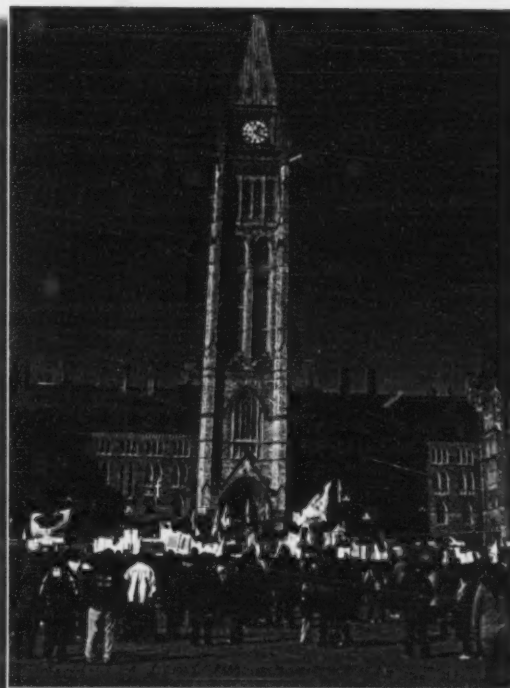
Les bureaux régionaux détermineront, selon les budgets régionaux annuels, les fonds nécessaires pour couvrir les frais des activités de la phase de préparation et de la planification des urgences.

##### 4.1.3 Intervention

Chaque bureau régional devra faire le suivi et financer les activités d'intervention conformément aux accords régionaux ou provinciaux de gestion des urgences.

##### 4.1.4 Rétablissement

Le rétablissement est une priorité financée par des sources régionales.



#### 4.2 • Frais admissibles et non admissibles

Il importe de traiter également et uniformément toutes les Premières nations, à l'échelle nationale, en ce qui a trait au remboursement des coûts associés à la gestion des urgences. Les bureaux régionaux d'AADNC gèrent les interventions et l'appui financier requis pour le rétablissement en collaboration avec le personnel de l'administration centrale. Les coûts seront consignés et identifiés annuellement par les bureaux régionaux et l'administration centrale d'AADNC. Des directives en ce qui a trait aux frais admissibles ou non admissibles seront développées afin d'assurer une approche harmonisée avec les programmes d'aide financière en cas de catastrophe des provinces ou territoires.

## SECTION 5

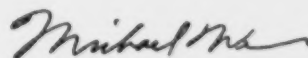
### 5 • MISE À JOUR DU PLAN

La Direction de la gestion des urgences et des enjeux (DGUE) du Secteur des opérations régionales est responsable de la gestion et de la mise à jour du Plan national de gestion des urgences d'AADNC. La DGUE collaborera avec ses associés régionaux, la Direction générale des communications et d'autres intervenants à la mise à jour de ce plan et de ses annexes, selon les modifications apportées aux politiques ou à la législation, ou encore pour intégrer les leçons apprises des exercices et des urgences réelles. Tous les intervenants obtiendront le détail des mises à jour.

Le plan fera l'objet d'un examen complet d'AADNC, en consultation avec les directeurs généraux régionaux et leurs coordonnateurs régionaux de gestion des urgences et d'autres intervenants clés, au moins tous les trois ans. Après un examen complet, le plan sera rediffusé et redistribué à tous les intervenants participants.

Nonobstant ce processus d'examen ministériel, il n'en demeure pas moins que les politiques, les plans et les procédures de gestion des urgences sont tous des documents opérationnels devant être consultés couramment. Les leçons apprises et les bilans peuvent engendrer des modifications au plan, en partie, à la suite d'une urgence nationale, régionale ou locale.

Copie originale signée par :



Michael Wernick  
Sous-ministre  
Affaires autochtones et  
Développement du Nord Canada